



spécialistes en formation des maîtres et en élaboration des programmes, ainsi que de nos experts techniques. Nos bourses d'études et de formation à l'intention des étudiants prometteurs des pays du tiers monde ont également subi une transformation -du fait notamment qu'un lien beaucoup plus étroit existe désormais entre la formation dispensée au Canada et les besoins des projets de développement financés par l'ACDI, et qu'une bonne part de nos activités à cet égard sont axées sur les accords avec des pays tiers (c'est-à-dire que nous préférons souvent financer la formation des étudiants dans leur propre pays ou dans un autre pays en développement, généralement situé dans la même région). Cette approche offre les avantages considérables d'amoindrir le choc culturel et les problèmes d'ajustement, d'assurer aux étudiants des cours mieux adaptés à leurs futures conditions de travail et de renforcer les centres de formation nationaux ou régionaux du tiers monde.

Au fil des ans, le Canada a parrainé dans le tiers monde tout un éventail de projets éducationnels : je pense entre autres au centre de formation en métiers techniques du Ghana dont la mise sur pied a été coordonnée par le ministère de l'Éducation de la Saskatchewan ; je pense également au projet d'écoles intégrées en Thaïlande, soutenu par l'Université de l'Alberta ; je songe aux centres de vulgarisation et de formation des maîtres situés dans des petites îles des Antilles, et même aux films qui apprennent les rudiments de l'hygiène aux populations rurales de l'Afrique. Je suis convaincu que tous ces efforts ont été utiles et que leurs effets sont réels. Nous en sommes arrivés au stade où, dans nos relations avec les pays en développement, il nous est souvent donné de rencontrer des représentants et des dirigeants, y compris au moins un Premier ministre, dont les carrières sont le prolongement d'une formation reçue au Canada ou dans le cadre de projets d'éducation financés par l'entremise de notre pays.

Il existe pourtant une ombre au tableau qui mérite que l'on s'y arrête. Le tiers monde a toujours besoin de former un certain nombre de jeunes dans des disciplines enseignées uniquement dans les pays industrialisés. Ce besoin légitime est un des facteurs que les éducateurs canadiens devraient soulever soigneusement lorsqu'il est question d'accueillir des étudiants étrangers, en d'autres termes lorsque vient le moment de prendre des décisions concernant les différences de tarifs qui peuvent empêcher des étudiants du tiers monde, exception faite de l'élite des nantis, de recevoir leur éducation au Canada, car nous limitons ainsi l'accès à une formation spécialisée souvent vitale pour le développement.

Au Canada, une partie importante des efforts visant à promouvoir l'éducation dans les pays en développement ont été déployés à l'extérieur du programme d'aide gouvernemental, bien qu'ils aient souvent fait l'objet de l'appui et de l'administration de l'ACDI. Les quelque 200 organisations bénévoles et institutions non gouvernementales engagées dans le développement international font un travail remarquable, réalisant chaque année de nombreux projets d'éducation à la base qui témoignent dans bien des cas d'un grand esprit d'innovation. Un de ces projets a particulièrement retenu l'attention ces derniers temps ; parrainé par la compagnie Massey Ferguson et l'Université de Guelph avec l'assistance financière de l'ACDI, il consiste à utiliser la radio pour aider les agriculteurs des pays en développement. Ainsi, Georges Atkins, ancien commentateur agricole au réseau CBC, enregistre des conseils pratiques à l'intention des agriculteurs et les envoie à des centaines de postes de radio diffusant dans la plupart des pays en voie de développement, dans le but de compléter les informations des programmes de vulgarisation et d'élargir les connaissances des petits agriculteurs.

Parmi les centaines d'autres exem-

ples qui pourraient être cités, j'aimerais souligner le travail accompli par la Fédération canadienne des enseignants. Depuis son lancement au Nigéria en 1962, «Project Overseas», a permis à plusieurs centaines d'enseignants canadiens d'entrer en contact direct avec les pays en développement. Grâce à ce projet, et à une variété d'autres initiatives, la Fédération a favorisé grandement l'amélioration de la compétence professionnelle des enseignants en Afrique, en Asie et dans les Antilles, tout en apportant aux Canadiens une connaissance plus approfondie des autres parties du monde. L'ACDI est fière d'avoir apporté son concours et j'espère fermement qu'une telle collaboration se poursuivra et qu'elle saura encore susciter des idées neuves et des approches originales dans les années à venir.

Je voudrais également souligner la participation de longue date des universités et collèges du Canada à nos efforts de développement international, aussi bien à titre d'agents d'exécution de nombreux projets de l'ACDI qu'en qualité d'organismes indépendants réalisant leurs propres projets. Le rôle joué par un nombre croissant d'universités et de collèges acquiert un tel poids que l'ACDI, dans la restructuration récente de son programme des organisations non gouvernementales, a fait en sorte qu'une plus grande attention soit accordée à ce secteur.

Les Canadiens continuent donc, comme par le passé, à apporter une contribution sensible et diversifiée au progrès de l'éducation dans le monde. Toutefois, nous ne pouvons nous assseoir sur nos lauriers, puisque notre perception du but à atteindre et des moyens à mettre en œuvre se modifie continuellement. Nous savons maintenant, entre autres, que la meilleure façon d'aider le tiers monde ne consiste pas à reproduire nos systèmes en série dans une centaine de pays. Ceux-ci cherchent maintenant à obtenir une assistance plus spécialisée, et le